

Immigration	12	Écologie	13	Féminisme	14	Queer	15
Pologne: aux frontières de l'Europe forteresse		Grèce: une lutte pour la terre et la liberté		Pour un football syndicaliste et populaire		Les pédales et leurs ami·es entre les révolutions	
Palestine	8 9				Édito		

LAMal au porte-monnaie

Le 26 septembre 2023, lors de sa traditionnelle conférence de presse tenue à Berne, Alain Berset a annoncé une hausse moyenne de 8,7 % des primes d'assurance maladie pour l'année 2023.

Pour rappel, les primes d'assurance maladie représentent environ 14 % du budget des ménages romands; sans compter les dépenses liées à des soins non remboursés ou dans le cadre de franchises. Dans le canton de Vaud, presque un tiers de la population bénéficie des subsides à l'assurance maladie. Cette proportion devrait augmenter ainsi que celle des personnes qui renoncent à certains soins, un phénomène qui touche déjà entre 15 et 20 % des Suisses selon la Fédération suisse des patients.

Face à cette énième hausse, de surcroît dans un contexte d'inflation très intense, la gauche parlementaire réagit: les Vert·e·s avec une proposition de primes calculées en fonction du revenu et le PS avec son initiative pour l'extension, au niveau fédéral, du modèle de subsides à la vaudoise, permettant un allègement des primes à maximum 10 % du revenu.

Ces mesures sont un pansement sur une hémorragie. Bien qu'absolument essentielle en situation d'urgence, la solution des subsides s'inscrit dans une logique de socialisation des pertes: l'État – financé par l'impôt des contribuables – se retrouve à verser aux assurances privées ce que ces mêmes contribuables sont désormais incapables de payer. →

Gaza, 7 octobre 2023

C'est un système de subvention publique à des compagnies privées.

Le système fiscal suisse étant peu progressif et favorable aux grandes entreprises, il serait de mauvaise foi d'y voir une forme de répartition des richesses. Une prime en fonction du revenu est un bon début mais elle ne permet pas de répondre aux enjeux structurels liés à cette augmentation.

En effet, en s'appuyant sur les déclarations du Département fédéral de l'intérieur, cette hausse s'explique par trois facteurs principaux :

- Les primes actuelles ne couvriront pas les coûts de 2023, en raison de l'augmentation de ces derniers et de la baisse du total des primes, les assurés s'étant tournés vers des primes plus basses suite à l'augmentation annoncée en septembre 2022
- Des pertes sur les placements de 1,8 milliard dues à « une situation difficile sur les marchés des capitaux » [sic]
- L'augmentation du coût des médicaments ainsi qu'un effet de rattrapage liés à la pandémie de Covid-19 et une augmentation des coûts des prestations ambulatoires en milieu hospitalier.

Pris dans ses propres contradictions de spéculation et de compétitivité entre les caisses, le système d'assurance maladie privée est donc incapable d'assumer les réalités sanitaires actuelles sans en faire retomber les conséquences sur les assurés. Dès lors, l'introduction d'une caisse unique et publique, avec des primes proportionnelles au revenu, est une mesure nécessaire pour assurer un accès aux soins équitable et non précarisant. La baisse du prix des médicaments passera uniquement par une levée des brevets et un contrôle public de leur prix. Des mesures défendues par notre mouvement depuis de nombreuses années.

Sur sa ligne d'analyse habituelle, le ton grave, les sourcils froncés, Alain Berset annonce sa rengaine habituelle : « La seule manière de baisser les primes c'est de baisser les coûts. » Arguant s'être battu en ce sens durant 12 ans tout en s'opposant à la diminution des prestations, le conseiller fédéral socialiste est bien incapable de pointer du doigt la présence des lobbies des assurances maladie au parlement, rendant toute réforme sérieuse impossible, ou de proposer une contre-narration au statu quo libéral actuel.

Gaara

AGENDA

Genève

ME 15 NOV.
ÉCOFASCISMES
Débat avec Antoine Dubiau, géographe auteur d'un récent ouvrage sur la menace des visions réactionnaires et autoritaires des enjeux écologiques
20 h Lieu à définir

VAUD SA 14 OCT.

MANIFESTATION CONTRE LA HAUSSE DES PRIMES

14 H 30 PLACE DE L'EUROPE, LAUSANNE

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

SI VOUS AVEZ LE DROIT DE VOTE, N'OUBLIEZ PAS DE VOTER!

	CONSEIL NATIONAL	CONSEIL DES ÉTATS
GENÈVE	→ ENSEMBLE À GAUCHE - LISTE 2	JESSICA PINI GUILLAUME THION
NEUCHÂTEL	→ SOLIDARITES - LISTE 36	
VAUD	→ ENSEMBLE À GAUCHE - LISTE 19	ELLA-MONA CHEVALLEY HADRIEN BUCLIN

NATIONAL

SIGNEZ LE DOUBLE-RÉFÉRENDUM CONTRE LE DÉMANTÈLEMENT DU DROIT DE BAIL

→ ATTAQUE-LOCATAIRES-NON.CH

NATIONAL

SIGNEZ LE RÉFÉRENDUM CONTRE DE NOUVELLES AUTOROUTES NOCIVES, INUTILES ET COÛTEUSES!

→ ACTIF-TRAFIC.CH

REJOIGNEZ-NOUS!

Marre de rester simple spectateur-ice-x, envie de participer, d'une manière ou d'une autre, à la construction d'un autre monde ? Alors n'hésitez pas, rejoignez solidarités!
→ solidarites.ch/rejoignez-nous

AVEZ-VOUS BIEN PAYÉ VOTRE ABONNEMENT?

Votre journal a besoin de vous ! Merci de vous assurer que votre abonnement pour l'année est bien réglé !
→ Sur notre site : solidarites.ch/abonnements
→ Par Twint, en scannant ce QR code



ME 27 NOV.
ÉCOSOCIALISME
Soirée-débat avec Corinne Morel-Darleux, militante écosocialiste française et autrice de nombreux ouvrages décapants, notamment à destination de la jeunesse
19 h Salle du Cercle du Mail

Vaud 14 OCT.
SA
RASSEMBLEMENT POUR L'EAU
11 h Devant l'Alimentarium, Vevey

Impressum	Tirage
17 n° par an	5 000 exemplaires
Éditeur	17 n° par an
Journal solidaires	Antoine Véliz
Case postale 2089	Clara Almeida Lozar
1211 Genève 2	Nadja Badoui
T +41 22 740 07 40	Clément Bindschedler
E journal@solidarites.ch	Margaux Long
W solidarites.ch/journal	Pierre Raboud
	Noémie Rentsch
	José Sanchez
	Thomas Vachetta
	Antoine Véliz
	Relecture
	Iuno Allou
	Nathalie Delbrouck
	Anouk Essyad
	Clara Fontalaz
	Goëlle Kovali
	Aude Martenot
	Guy Rouge
	Françoise Wos
	Maquette et mise en page
	Niels Wehrspan
	Couverture
	Mohamed Zannoun /
	Activestills

Abonnements
Annuel
Étudiant·e·s, chômeur·se·s, AVS/Al...
Soutien
3 mois à l'essai
Pour payer :
CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demander d'abonnement et changements d'adresse :
→ dbox@solidarites.ch
fr. 80
40
150
Gratuit!

Contacts régionaux du mouvement			
Genève	Fribourg/Freiburg	Neuchâtel	Vaud
25, rue des Gares	Case postale 532	Case postale 3105	5 place Chauderon
Case postale 2089	1701 Fribourg	2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
1211 Genève 2	E fribourg@solidarites.ch	T +41 77 502 79 53	T +41 79 302 38 34
T +41 22 740 07 40	E info@solidarites.ch	E ne@solidarites.ch	E vaud@solidarites.ch
E info@solidarites.ch	W solidarites.ch/geneve	W solidarites.ch/ne	W solidarites.ch/vaud



Des militants du GSsA remettent des demandes d'inscription au service civil lors de la campagne de votation de 1996

National Armée

QUAND LE SERVICE CIVIL... RENFORCE L'ARMÉE

La droite libérale va déposer une initiative pour réformer le service civil. Elle ne fera qu'élargir ses lacunes. Retour sur le service civil actuel, ses faiblesses, ses forces et sur le futur que la bourgeoisie lui réserve.

En 1989, le vote sur l'initiative du GSsA qui vise l'abolition de l'armée suisse déclenche un séisme politique. Plus d'un tiers de la population se prononce favorablement et les cantons de Genève et du Jura l'acceptent avec respectivement 50,4 % et 55,5 % de *oui*. Les élites bourgeoises s'attendaient pourtant à un rejet massif de la population.

En 1988, le message du conseil fédéral sur l'initiative affirme que « *la Suisse n'a pas d'armée, elle est une armée* ». Kaspar Villiger, conseiller fédéral en charge du département militaire, annonce, avant la votation, qu'une approbation supérieure à 18 % serait une catastrophe. C'est quasiment le double qu'obtiendra le GSsA

(35,5 %). Cette victoire symbolique pave le chemin vers le service civil.

En 1992 une initiative parlementaire du Parti socialiste suisse résout la situation en votant sur le principe de son introduction. Cette dernière sera acceptée à 82,5 %, un taux particulièrement élevé qui corrobore les craintes

gouvernementales. Il faudra néanmoins encore quatre années pour que le parlement achève la nouvelle loi, votée et acceptée par le peuple en 1996. Si son introduction est une avancée sociale conséquente, il reste critiquable et sujet à amélioration.

Seconde armée de réserve du capitalisme

Le service civil constitue un apport de main-d'œuvre quasiment gratuite pour la société capitaliste. Sa rémunération provient de deux apports : la solde (7,50 francs par jour pour tous les individus) et l'assurance perte de gains (APG). Cette dernière s'élève à 80 % du revenu moyen de l'individu et à 69 francs par jour pour les individus qui n'avaient pas de salaire avant le service.

Ainsi, une part non négligeable des civilistes effectueront leur premier engagement de six mois (ou plus) pour un salaire journalier de 76,5 francs. C'est-à-dire de 9,55 francs de l'heure ! De quoi faire rougir Jeff Bezos et autres milliardaires...

Le service civil crée ainsi un pool d'employé·e·x·s extrêmement bon marché qui pourront servir sur le marché du travail pour produire de la valeur marchande (affectations dans l'agriculture p.ex.) ou occuper des postes dont la visée n'est pas « productive » mais sociale (santé, instruction publique, travail social par exemple). Au lieu d'embaucher un·e·x aide soignant·e·x à un salaire « normal » (déjà peu valorisé et faible), un EMS peut s'offrir de la main d'œuvre gratuite via des civilistes qui seront rémunéré·e·x·s par leur assurance perte de gain. La seule dépense étant contenue dans la solde, les frais de déplacement ou de logement et dans la nourriture à fournir au civiliste.

Le service civil crée ainsi une économie de main d'œuvre quasi gratuite dont dépendent aujourd'hui certaines associations ou institutions qui comptent dans leur équipe, quasiment en permanence, un·e·x ou plusieurs civiliste(s). On a ainsi légalisé un modèle de travail et de rémunération illégal dans n'importe quel autre cadre. Le même principe régit de multiples stages.

Tout n'est pas à jeter !

Le service civil, dans sa forme actuelle, constitue la possibilité d'obtenir un emploi d'une certaine durée garanti par l'État. Un jeune précaire qui n'a pas d'options à court terme peut se tourner vers le service civil en évitant les ➔

fluctuations du marché tout en économisant ses frais d'assurance maladie (LaMal) car pris en charge par l'assurance militaire. De plus, si on se réfère aux statistiques du service civil de 2022, on peut voir que les domaines du travail social (51,4 %), de la santé (15,7 %) et de l'instruction publique (14,3 %) représentent 81,4 % des jours de service effectués durant cette année. Le travail des civilistes est donc dans sa vaste majorité un travail de *care* à forte utilité sociale.

Pour nombre d'entre eux, et ce particulièrement pour les futurs universitaires, le service civil constitue la seule occasion d'expérimenter ces domaines. Il est une introduction temporaire à des secteurs délégués historiquement aux personnes sexisées.

Les tâches prises en charge par les civilistes sont également des domaines que notre camp politique cherche à revaloriser, à développer et à partager collectivement. Le vieillissement de la population et la nécessaire transition climatique vont par ailleurs élargir ces domaines. Remplacer l'obligation militaire par un travail socialement utile représente un projet politique pertinent, bien que le service civil actuel ne le soit pas pour les raisons citées précédemment.

La stratégie de la droite libérale pour renforcer l'armée en prétendant défendre le service civil

Le service civil fait l'objet de batailles entre le camp réactionnaire d'un côté, qui le juge trop « attractif » et donc menaçant pour les effectifs de l'armée, et la gauche pour les raisons évoquées ci-dessus.

C'est dans ce contexte qu'intervient la proposition de réformer le système actuel, avec l'initiative populaire fédérale pour un service citoyen, actuellement au stade de la récolte de signatures, dont le dépôt doit avoir lieu pour la fin du mois d'octobre 2023.

À première vue, l'initiative a tout pour séduire : placer au centre du système de service de milice non plus la défense de la Suisse mais le service au bénéfice de la collectivité et, en plus, de l'environnement ; mettre sur le même pied service militaire et service civil ou autre forme de service de milice ; permettre à tout le monde de servir la collectivité, peu importe son genre, et mettant ainsi fin au modèle patriarcal du citoyen-soldat.

Il faut y regarder de plus près pour constater que cette initiative est problématique en de nombreux aspects, que ce soit notamment d'un point de vue antimilitariste, féministe, antiraciste, anticapitaliste ainsi que de protection des droits individuels fondamentaux. Plutôt que de reléguer le service militaire au second plan, elle assure au contraire la préservation voire l'augmentation de ses effectifs actuels, déjà bien trop importants.

Le texte de l'initiative fixe en effet que « l'effectif réglementaire est garanti pour les services d'intervention en cas de crise, en particulier pour l'armée et la protection civile », ce qui verrouille la possibilité de réduire drastiquement les effectifs de l'armée, et laisse aux autorités le soin de définir l'effectif réglementaire quand la situation s'apparente à une « crise ». Avec la multiplication et l'intensification des effets des dysfonctionnements du capitalisme – dérèglement cli-

matique, pandémies, accroissement des inégalités, conflits armés, etc. – et le contexte belliqueux du moment notamment avec la guerre en Ukraine, on ne doute pas que cet article de loi soit utilisé par la droite pour imposer une augmentation du nombre de recrues dévolues à l'armée.

L'augmentation des effectifs de l'armée se dessine aussi avec l'obligation pour toute personne de nationalité suisse, sans distinction de genre, d'effectuer le service citoyen. Embrigader massivement les personnes figurant comme « femmes » à l'état civil permettra d'augmenter l'effectif, tout en lui apposant un vernis inclusif / progressiste, pour la rendre moins contestable. C'est d'ailleurs ce à quoi s'emploie la direction de l'armée depuis plusieurs années en mettant en avant la présence de femmes dans l'armée, comme cela a été décrit dans l'article « Femmes dans l'armée, égalité ou domination » du numéro 424.

Derrière l'apparente égalité de servir la collectivité, se dévoile le projet de la droite de leur imposer d'effectuer du travail (souvent sous-payé) supplémentaire, sans s'attaquer sérieusement aux inégalités salariale et sociales, aux violences sexistes et sexuelles et à la division genrée du travail. Sans compter que les personnes sexisées effectuent actuellement la très grande majorité du travail non-rémunéré et servent donc déjà la collectivité bien plus que les personnes actuellement obligées d'effectuer le service militaire ou civil.

Le texte de l'initiative ne s'arrête pas là dans le renforcement des inégalités. Il prévoit la potentialité d'imposer ce service citoyen à la population sans nationalité suisse,

qui en plus de ne pas disposer du droit de vote et d'éligibilité pour défendre leurs intérêts, et effectuant souvent les travaux les moins valorisés et rémunérés, devraient travailler quasiment gratuitement « pour servir la collectivité ».

Élargissement du front du dumping

Avec l'obligation d'effectuer un service de milice pour les personnes « femmes » à l'état civil, voire pour les personnes de nationalité étrangère, le nombre de civilistes suivra une hausse très importante. L'initiative va accroître la problématique de la main d'œuvre sous-payée car, avec l'augmentation du nombre de civilistes, les autorités pourront encore diminuer le financement de domaines essentiels comme la santé et le travail social en remplaçant certain·e·x·s employé·e·x·s par des civilistes meilleur marché. Cela occasionnera dans le même mouvement une pression vers le bas pour les salaires du personnel de ces secteurs déjà très faiblement rémunérés.

Même les droits fondamentaux risquent d'être menacés avec le service citoyen car le texte de l'initiative ne prévoit pas formellement la possibilité de choisir entre service militaire et service citoyen, les deux options existent mais il n'est pas dit qu'il y a un droit à choisir. Ainsi, si l'effectif réglementaire n'est pas jugé suffisant, des personnes pourraient être enrôlées de force dans l'armée sans possibilité d'y échapper. C'est notamment en l'absence de ce statut d'objecteur de conscience et de choix que le Service Civil International (SCI), qui œuvre pour du volontariat dans l'intérêt public, s'oppose à l'initiative.

Contre ce projet émanant de la droite libérale – Verts libéraux, Centre et PLR de certains cantons, etc., il est nécessaire de défendre une société avec une réelle responsabilité collective plutôt qu'une exploitation généralisée sous un vernis modernisateur et inclusif.

Avec le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA), luttons pour l'abolition du service militaire et de l'armée, et pour l'instauration par exemple d'un service civil ouvert à touxtes avec un revenu et un accompagnement bien plus important qu'actuellement. À l'heure du renforcement des bellicismes et des hausses massives de budgets militaires, il est fondamental de refuser les projets qui consolident l'armée malgré leur emballage séduisant.

Teo Frei Clément Bindschadler

Beaucoup de civilistes sont engagés dans des EMS



LA VALENCIENNE AUTOGÉRÉE!

Depuis 3 ans, le collectif autogéré La Valencienne, qui défend un espace de quartier vivant et ouvert, est en lutte avec la Ville de Lausanne. Bien que cette dernière prétende défendre la culture associative, la politique de quartier de son municipal en charge David Payot (POP) empêche tout terrain d'entente. Entretien avec deux membres fondateurs du collectif, Léo et Sem.

Pouvez-vous donner un bref historique de votre collectif et du lieu ? Le collectif actuel, qui comprend une association légalement constituée – condition pour dialoguer avec la Ville – est né pendant le Covid. De nombreuses personnes du quartier, de tout statut social, ont trouvé ici un lieu de rencontre extérieur qui manquait cruellement à cette période. Certaines ont commencé à s'impliquer dans la gestion du lieu. Cette période a aussi été marquée par la fin de l'ancienne association, dont plusieurs membres manquaient de temps, et par le départ d'habitué·e·s qui n'ont pas réussi à cohabiter avec une population fortement hétéroclite.

Comment fonctionnez-vous depuis cette période ? Il faudrait un article entier sur la question ! Bien que le changement de serrure, cet été, change la donne au niveau du

cabanon, des toilettes et des déchets, le lieu se veut toujours ouvert et autogéré. Il y a un travail de réappropriation de l'espace par de l'aménagement, des activités quotidiennes de rangement, de l'entretien, des repas... bref, de vie commune spontanée.

Des événements publics, concerts, vide-dressings sont régulièrement organisés sans constituer évidemment l'essentiel de ce qui s'y passe. Mais, il faut noter que le collectif ne prétend pas détenir l'exclusivité du lieu : la cohabitation avec d'autres acteurs·trices est l'une de nos priorités, à condition de ne pas chasser les gens qui le font vivre actuellement. L'arrivée de l'Amicale de pétanque depuis deux ans en est un bon exemple.

Quels sont vos rapports avec la Ville ? Ils sont résolument conflictuels. Bien que des employé·e·s

municipaux·ales semblent ravi·e·s qu'un tel lieu existe, les structures institutionnelles et l'idéologie sous-jacente ne permettent pas une réelle appropriation de cet espace par les habitant·e·s.

Tout doit être contrôlé en amont et la logique de « projet » prédomine. Cela tue toute spontanéité et exclut beaucoup d'initiatives qui sont souvent menées par des personnes déjà marginalisées.

Les multiples tentatives de signature d'une convention avec la Ville sont symptomatiques : elle propose unilatéralement des conditions restrictives, tardivement dans l'année, sans laisser de place à la discussion ni donner de garanties pour l'année suivante. Cela débouche sur un flou perpétuel et use nos forces bénévoles.

Quelle est la situation actuelle ? D'après M. Payot, la Ville ne veut pas faire de la Valencienne un

énième lieu de consommation. Cependant, elle occulte les contradictions que nous dénonçons en s'enthousiasmant qu'une association comme MonLausanne, liée à une Sarl de production musicale, y organise de l'événementiel subventionné qui est principalement destiné à ses *followers*. Ce type d'acteur est plus compatible avec les logiques de la Ville, mais favorise le *win-win* privé-public et les intérêts personnels de quelques-un·e·s (réseautage, copinage, avantages en tout genre) au détriment d'un vivre-ensemble pour toutes et tous.

Cette vision de la vie associative, calquée sur le modèle managérial, est à dénoncer car elle amorce des processus de gentrification, si fréquents aujourd'hui. De plus, cette vision est infantilisante : on ne doit pas être partie prenante dans la construction d'un lieu, mais des « *consommateurs·trices* » de « *produits culturels* » fournis par des « *prestataires de services* ».

On vous accuse parfois, Sem et Léo, d'imposer votre vision personnelle au lieu. Que répondez-vous à cela ? Nous donnons beaucoup de temps, à écrire des communiqués de presse mais surtout sur place, avec le voisinage, pour défendre la pluralité et l'autogestion du lieu. Cette implication est sans calcul.

Nous sommes toujours étonnés de devoir rappeler qu'agir par idéal et par plaisir est non seulement possible, mais surtout répandu chez de nombreuses personnes. Fréquemment, ces accusations d'appropriation viennent d'employé·e·s municipaux·ales ne connaissant que la logique d'intérêt personnel via l'associatif. Il suffit pourtant de venir, d'observer le fonctionnement et la place qui est donnée à chacun·e pour se faire une idée de la réalité.

Comment peut-on aider la Valencienne ? En venant sur place et en participant à la vie du lieu ! Pour vos éventuels contacts (politiques, journalistes, etc.), il existe aussi un comité de soutien qui défend les intérêts de notre collectif. Comme l'envie est grande et que nos enjeux liés à l'autogestion non militante dépassent le cadre de la Valencienne, si vous souhaitez participer, qui que vous soyez, écrivez-nous !

Propos recueillis par **Guillaume Guex**

Collectif de la Valencienne :
→ valencienne2022@gmail.com
Comité de soutien :
→ comite_soutien_valencienne@proton.me

Il se passe plein de choses à la Valencienne.



(RE)DÉCOUVREZ NOS CANDIDAT·E·S AUX ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Trois questions à trois camarades sur la liste unitaire Ensemble à Gauche solidarités – PDT – DAL (liste 2) pour l'élection au Conseil national.



JEANNE PLANCHE

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Valaisanne d'origine, j'ai grandi à Vevey puis en France et suis revenue, il y a quelques années, au bord du lac, à Genève. J'ai été très impliquée dans le mouvement alter-mondialiste depuis la rencontre zapatiste au Chiapas en 1996, puis dans le cadre des Forums sociaux, et enfin comme coordinatrice d'Attac France. Aujourd'hui, je travaille à la Fondation Rosa Luxemburg, sur des projets en faveur d'une plus forte participation des mouvements progressistes du Sud à l'ONU.

Quels liens fais-tu entre ton parcours très internationaliste et ta candidature au Conseil national ?

J'ai un attachement très fort aux enjeux de solidarité internationale. Ces expériences me donnent aussi un certain recul par rapport à la situation ici. Les défis sociaux et écologiques sont majeurs, mais leur résolution est à notre portée, contrairement à beaucoup d'autres pays. La Suisse a les moyens d'être exemplaire dans les choix fondamentaux pour notre avenir.

Quelles mesures as-tu envie de mettre en avant durant cette campagne ? Nous sommes pris, aujourd'hui, dans une machine infernale basée sur l'exploitation des humains et de la nature dont la majorité souffre : problèmes de santé, burn-out, sous-alimentation, logements exiguës, solitude... Pour changer de logique, je tiens beaucoup à la revendication de création d'un revenu de reconversion écologique et sociale : se former pour pouvoir occuper un emploi utile et qui ait du sens. C'est concret et cela s'inscrit dans une logique de planification écologique qui part des besoins, de la justice sociale et des limites planétaires.



LUCA CALIFANO

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

J'ai 23 ans et je suis actuellement en master de science politique. À côté de ça, je suis présentateur d'une émission de cinéma qui s'appelle Vidéoclub. J'ai commencé à militer assez tôt, dès que je me suis rendu compte des dégâts créés par le système capitaliste. Au départ, je me suis engagé dans les mobilisations sociales, puis, à mes 18 ans, j'ai décidé de sauter le pas et de rejoindre solidarités. Une organisation qui porte ses convictions anticapitalistes, écosocialistes, antifascistes et féministes, dans les institutions tout en ayant un ancrage solide dans la rue.

Qu'est-ce qui te donne la force de continuer la lutte ? Quand on voit autour de nous tout ce qui se passe, on pourrait vite être démotiv·e·x et sombrer dans l'immobilisme. Or, je ne peux concevoir de rester les bras croisés face aux injustices, aux inégalités et à la destruction de notre planète. La situation est catastrophique que ce soit au niveau social, écologique ou démocratique. C'est ce qui m'anime jour après jour. Je garde, malgré un pessimisme de l'intelligence, un optimisme inébranlable de la volonté.

Quelles mesures as-tu envie de mettre en avant durant cette campagne ? Difficile de choisir une proposition étant donné que le changement passera par un ensemble de propositions. Si je dois quand même n'en choisir qu'une, je dirais la mise en place de contrôle des loyers pour que tout le monde puisse avoir accès au droit fondamental d'un logement digne.



SÉBASTIEN BERTRAND

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Après avoir, au cours de mes études, exercé pas mal de petits boulots, j'ai pu observer assez tôt certains aspects du monde du travail. Cela a sans doute contribué à me pousser vers l'étude de la sociologie puis de l'histoire à Genève, Paris et Lyon. J'ai exercé plusieurs mandats de recherche, notamment avec Jean Ziegler, sur divers sujets dont le processus des Conférences nationales en Afrique, la guerre civile au Guatemala et les conséquences des catastrophes nucléaires. Ceci et mes autres engagements militants (antimilitariste, antinucléaire, squats, antifa, etc.) m'ont conduit à me rapprocher de solidarités, puis de son groupe écosocialiste, qui se focalise sur la question du climat depuis une quinzaine d'années.

En quoi se présenter au Conseil national aurait un lien avec ces luttes ? C'est une bonne question. Je ne suis pas du tout optimiste sur la capacité de faire bouger les lignes en étant ultra-minoritaires dans un parlement résolument conservateur et réactionnaire. Mais avec le temps j'ai de moins en moins de certitudes : je pense que sans se faire la moindre illusion, toutes les voies doivent être explorées, et aucune tribune ne doit être délaissée d'emblée.

Quelles mesures as-tu envie de mettre en avant durant cette campagne ? Dans notre programme, la plupart de nos revendications sont expressément écosocialistes ou en comportent des aspects. Le contrôle sur la finance me semble indispensable car elle empêche actuellement le véritable virage écologique que nous devons prendre face à la catastrophe climatique.

DE LA MAD PRIDE À L'ÉMANCIPATION POUR NOTRE PSYCHÉ

Le 7 octobre, à l'appel de différentes associations de patient·e·s et de professionnel·le·s de la santé mentale, 1000 personnes ont défilé pour déstigmatiser les maladies psychiques.

Il est impératif de placer la question de la santé mentale au cœur de notre société. En 2023, selon l'assurance CSS, 32 % de la population suisse estime avoir une santé mentale médiocre, voire insatisfaisante. Selon l'Office de la statistique suisse, 55 825 jeunes âgé·e·s de 10 à 24 ans ont eu recours à au moins une prestation ambulatoire en psychiatrie en 2021. Une augmentation de 16 % par rapport à l'année précédente.

Cette problématique est certes socio-économique, mais elle est également intrinsèquement politique, car elle touche l'organisation de la vie commune. Ainsi, nous devrions plaider en faveur d'une véritable écologie – l'écologie étant une science qui étudie les interactions des êtres vivants entre eux et avec leur environnement. Nous devons instaurer une véritable écologie sociale, environnementale et mentale.

Dans une conception réellement intersectionnelle, tout ce qui nous compose dans notre

société, de l'urbanisme à nos institutions, influe sur nos subjectivités. La manière dont nous organisons notre vie engendre une certaine qualité de subjectivité et, par conséquent, de santé mentale.

Malheureusement, le capitalisme produit les subjectivités de la même manière qu'il produit des chaussures : massive-

ment et en série. Pour briser cette logique et édifier une véritable politique du vivre-ensemble, nous devons apporter des changements matériels concrets.

Donnons-nous les moyens de bâtir une société qui favorise des subjectivités singulières et qui n'abandonne personne sur le bord de la route.

Pierre Patelli



RECTIFICATIF POUR L'ARTICLE «LES ÉLECTEUR·ICE·S VAUDOIS·SES SE PRONONCERONT SUR LE DROIT DE VOTE DES PERSONNES «ÉTRANGÈRES»»

Des éléments de l'article sur l'initiative pour le «droit de vote pour celles et ceux qui vivent ici» déposée par le mouvement Ag!ssons paru dans notre dernier numéro se sont révélés erronés. Nous présentons nos excuses à nos lecteur·ice·s ainsi qu'au mouvement Ag!ssons. Petit rectificatif.

Ag!ssons n'a pas lancé 8 initiatives dont quatre auraient été invalidées par le Conseil d'État. En réalité, seule une initiative a été invalidée et une autre a fait l'objet d'un recours du centre patronal. Raisons pour lesquelles le lancement des cinq premières initiatives n'a pas eu lieu.

Ce sont alors quatre autres initiatives qu'Ag!ssons a lancées, dont une finalement déposée (sur le droit de vote des étrangers·ères).

Ag!ssons n'a pas visé 75 000 signatures, conformément à un article de la RTS du 22 juin 2022. Cet objectif correspondant au lancement de la première vague d'initiatives finalement abandonné.

En ce qui concerne l'initiative pour les droits politiques des personnes étrangères, nous continuons de regretter que cette dernière n'ait fait l'objet que d'une simple consultation en amont de la récolte de signatures, plutôt

que l'invitation à une réelle participation et collaboration pour une campagne unitaire.

Une coordination avec les associations représentant les intérêts des personnes étrangères en particulier aurait pu permettre une campagne plus unitaire. Au vu de l'importance du sujet, nous espérons qu'une telle démarche sera entreprise par Ag!ssons au moment de la campagne de votation.

Le Bureau de solidaritéS Vaud

LE GRAND CONSEIL REJETTE NOTRE MOTION SUR LE QUORUM

En 2017, la «réforme institutionnelle», proposée par le gouvernement neuchâtelois et acceptée par une majorité du Grand Conseil, ainsi que malheureusement par une votation populaire, créait pour les élections cantonales une circonscription unique, supprimait la procédure de l'apparement et faisait passer le quorum existant de 10 % à 3 %.

L'une des conséquences de cette «réforme institutionnelle» a impliqué, lors des élections cantonales du 18 avril 2021, la disparition de la députation de solidaritéS au Grand Conseil (nous n'avions obtenu que 2,46 % des suffrages exprimés).

Pour remédier à cette distorsion de la démocratie (ce n'est pas la première fois : en 1891, lors du passage au système proportionnel, la loi sur les droits politiques avait introduit un quorum de 15 % (!) baissé en 1915 à 10 %), solidaritéS a déposé en mars 2023 une motion populaire demandant :
→ l'abolition du quorum de 3 %, au profit du quorum naturel;
→ le rétablissement de l'apparement.

Notre motion a été soumise au Grand Conseil lors de la session du 26 septembre 2023. Le Conseil d'État a préconisé le rejet de la motion, car «il y aurait (...) un risque de morcellement du Grand Conseil parce que 1 % des voix suffiraient à un parti pour avoir un siège» (Alain Ribaux, président du Conseil d'État, Arcinfo, 26.9.2023). Il fut suivi par 47 élu·e·s (PLR, Centre, UDC) contre 45 (PS, Vert·e·s-POP) et 3 abstentions.

Ainsi, les principes démocratiques, énoncés par les adeptes du suffrage proportionnel intégral (voir solidaritéS n° 420, 11.5.2023) ont été à nouveau oubliés.

Hans-Peter Renk



Júlia Pereira

Rassemblement de soutien au peuple palestinien, São Paulo, 11 octobre 2023

International

Palestine

PREMIÈRES RÉFLECTIONS SUR LA CONTRE-OFFENSIVE DU HAMAS

La contre-offensive lancée par le Hamas contre Israël le 7 octobre 2023, au lendemain du 50^e anniversaire d'une autre attaque surprise arabe contre Israël – la guerre d'octobre 1973 – est bien plus spectaculaire que cette dernière.

A lors qu'il y a cinquante ans, les deux États arabes, l'Égypte et la Syrie, lançaient une guerre pour tenter de récupérer les territoires qu'Israël leur avait conquis six ans plus tôt lors de la guerre de juin 1967, la nouvelle contre-offensive lancée par le Hamas évoque l'audace de David biblique dans son combat contre le géant Goliath. Combinant des moyens aériens, maritimes et terrestres rudimentaires – l'équivalent de la fronde de David – les combattant·es du Hamas ont exécuté une offensive étonnante et audacieuse tout au long de la zone frontalière entre la bande de Gaza et l'État israélien.

Réponse désespérée au nettoyage ethnique

De la même manière que l'arrogance d'Israël face à ses voisin·es arabes a été brisée en 1973, la sécurité et l'impunité qu'il tenait pour acquises dans ses relations avec le peuple palestinien et dans sa lutte contre la guérilla palestinienne ont été irréversiblement compromises. Cette contre-offensive du Hamas constitue pour la population et l'État israélien un puissant rappel de leur vulnérabilité et du fait qu'il ne peut y avoir de sécurité sans paix et pas de paix sans justice.

Quoi que l'on pense de la décision du Hamas de lancer une

opération aussi massive contre l'État israélien, il n'en demeure pas moins que cette contre-offensive a déjà porté un coup dur à l'insupportable hauteur du gouvernement raciste d'extrême droite israélien et à sa conviction qu'Israël pourrait un jour atteindre un état « normal » de coexistence avec son environnement régional, tout en persécutant le peuple palestinien et en lui infligeant une Nakba prolongée de dépossession territoriale, de nettoyage ethnique et d'apartheid.

Les gouvernements occidentaux soutiennent les crimes

Non moins insupportable est la précipitation avec laquelle les gouvernements occidentaux (et un gouvernement ukrainien qui devrait être plus au fait au sujet de la lutte légitime contre une occupation étrangère) ont exprimé leur solidarité avec Israël, ce qui contraste nettement avec leurs réactions sourdes aux attaques brutales d'Israël contre les Palestinien·nes.

Le drapeau israélien a été projeté sur la porte de Brandebourg à Berlin dans une démonstration méprisante de flatterie envers l'État d'Israël, la marque habituelle de l'Allemagne désorientée en quête de rédemption pour les crimes nazis contre les Juif·ves européen·nes en approuvant les crimes d'Israël contre les Palestinien·nes. Ceci, à une époque où le gouvernement israélien est composé, en partie, de personnes qu'un éminent historien israélien de l'Holocauste n'a pas hésité à qualifier dans *Haaretz* (quotidien israélien) à juste titre de néo-nazis !

Quiconque connaît ce que le peuple palestinien endure depuis des décennies et est conscient·e du genre de prison à ciel ouvert qu'est devenue la bande de Gaza – qui est périodiquement la cible de fusillades meurtrières israéliennes face auxquelles les Palestinien·nes sont complètement désarmé·es – peut facilement comprendre que la seule raison pour laquelle une attaque quasi désespérée comme la dernière opération du Hamas ne se produit pas plus fréquemment, est l'énorme disproportion militaire entre le David palestinien et le Goliath israélien.

La libération nécessite un mouvement de masse

L'idée même qu'une telle opération pourrait amener à la « victoire » ne peut que découler d'une pensée magique de type religieux caractéristique d'un mouvement fondamentaliste comme le Hamas.

Malheureusement, aucune magie ne peut changer la supériorité militaire massive d'Israël : le résultat de la nouvelle guerre contre Gaza sera certainement dévastateur. La contre-offensive du Hamas a déjà réussi à réunifier une société et un système politique israéliens auparavant profondément divisés, et elle permettra à Benjamin Netanyahu de mettre en œuvre ses plans les plus fous visant à infliger une terreur massive aux Palestinien·nes.

Contre un oppresseur qui est de loin supérieur en moyens militaires, la seule façon efficace de lutter est de choisir le terrain sur lequel il peut contourner cette supériorité. La lutte palestinienne doit s'appuyer principalement sur une action politique de masse contre l'oppression, l'occupation et l'expansion coloniale d'Israël. La nouvelle résistance armée clandestine par les jeunes Palestinien·nes à Jérusalem ou à Naplouse peut être un adjuvant efficace au mouvement populaire de masse, à condition qu'elle soit fondée sur la priorité de ce dernier et conçue de manière à le stimuler.

Le soutien régional sur lequel le peuple palestinien doit compter n'est pas celui de gouvernements tyranniques comme celui de l'Iran, mais celui des peuples qui luttent contre ces régimes oppressifs. Cette perspective de libération doit être combinée avec l'émancipation de la société israélienne elle-même de la logique du sionisme qui a inexorablement produit la dérive constante vers l'extrême droite de son système politique.

Gilbert Achcar
Initialement publié sur gilbert-achcar.net,
traduit et adapté par Rebecca Mathieu



Alisdare Hickson

«Arrêter de l'appeler un conflit. C'est littéralement un génocide». Manifestation en soutien au peuple Palestinien, Londres, 9 octobre 2023.

International

Palestine

MALGRÉ TOUT, AFFIRMONS NOTRE SOLIDARITÉ AVEC LES PALESTINIEN·NE·S

Version allongée du communiqué de presse de solidarités au sujet de l'escalade meurtrière au Proche-Orient.

L'armée d'occupation israélienne a débuté une nouvelle campagne militaire meurtrière contre les Palestinien·ne·s dans la bande de Gaza occupée, et a intensifié ses opérations de répression dans la Cisjordanie occupée. Cela fait suite à une attaque armée du Hamas dans les territoires du sud de la Palestine historique de 1948, à l'intérieur de l'État d'Israël existant.

La Bande de Gaza occupée est une prison à ciel ouvert qui souffre d'un blocus mortifère depuis plus de 15 ans. Sa population a subi une succession de guerres terribles de l'armée d'occupation israélienne depuis 2008, faisant plusieurs milliers de morts Palestinien·ne·s et causant des destructions massives.

Comme toute autre population sous occupation coloniale et/ou en situation d'apartheid, les Palestinien·ne·s ont le droit de résister, y compris par des moyens militaires. Le soutien à ce droit ne doit cependant pas être confondu ni avec l'appui aux perspectives politiques des

différents partis politiques palestiniens, y compris le Hamas, ni avec des actions militaires visant au meurtre de manière indiscriminée de nombreux civil·e·s israélien·ne·s.

Résistance face à un régime colonial et d'Apartheid

La résistance du peuple palestinien s'inscrit dans une volonté de s'opposer aux politiques criminelles israéliennes de nettoyage ethnique qui remontent à la création de l'État en 1948, et qui entraîna la *Nakba* (« catastrophe » en arabe) du peuple palestinien. On estime que plus de 800 000 Palestinien·ne·s furent chassé·e·s de leurs foyers, devenant des réfugié·e·s. Ils sont aujourd'hui plus de 6 millions.

Étant donné la nature totalement réactionnaire d'Israël, l'hégémonie politique de l'extrême droite au cours de la dernière décennie ne devrait pas surprendre. Il s'agit en quelque sorte du prolongement logique du mouvement sioniste, de son ethno-nationalisme, du racisme institutionnel d'Israël et de

plus de 75 ans d'oppression et de dépossession des Palestinien·ne·s.

Même des groupes traditionnels de défense des droits humains comme Human Rights Watch et Amnesty International ont qualifié l'État israélien de régime d'apartheid. Ce terme a également été utilisé récemment par un ancien dirigeant du Mossad pour qualifier la politique d'Israël en Cisjordanie.

Les soutiens de la cause Palestinienne doivent continuer à affirmer leur solidarité avec la résistance du peuple palestinien contre l'État d'apartheid, raciste et colonial d'Israël. Il n'y a pas d'égalité entre la violence de l'opresseur et de l'opprimé.

Comme le rappelait Nelson Mandela, évoquant ses négociations avec le régime d'apartheid sud-africain et ses demandes d'arrêter la violence : « Je répondais que l'État était responsable de la violence et que c'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte. Si l'opresseur utilise la violence, l'opprimé n'aura

pas d'autre choix que de répondre par la violence. Dans notre cas, ce n'était qu'une forme de légitime défense ».

Non au blanc-seing du terrorisme d'État israélien

C'est pourquoi il est nécessaire de dénoncer les positions exprimées par les principales puissances impérialistes occidentales, des États-Unis en passant par l'Union européenne, qui ont condamné l'attaque palestinienne et déclaré le « droit d'Israël à se défendre ». En Suisse, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a également dénoncé « les attaques choquantes du Hamas contre Israël », sans prononcer un seul mot sur les attaques continues et la politique d'occupation et raciste menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens.

Ces positions octroient un blanc-seing à Israël pour lancer une nouvelle guerre meurtrière contre les Palestiniens. Face à ce soutien sans faille au terrorisme d'État d'Israël, exigeons au contraire du Conseil fédéral et des autres gouvernements occidentaux qu'ils cessent toute collaboration avec l'État d'Israël jusqu'à ce qu'il respecte le droit international et les droits fondamentaux du peuple palestinien.

Solidarité Internationaliste

De même, maintenons et à renforçons la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) contre l'État d'Israël. Cette campagne est d'une importance cruciale dans la perspective d'un soutien aux luttes du peuple palestinien. En effet, le BDS met tout en œuvre pour démasquer et dénoncer la collaboration des gouvernements avec un État qui viole de manière quotidienne le droit international depuis plus de 75 ans, ainsi que les grandes entreprises qui tirent profit de l'occupation pour faire des bénéfices. De plus, le boycott permet d'affaiblir l'économie israélienne et les colonies qui tirent profit des territoires occupés.

Aucune solution viable n'est possible sans la satisfaction totale des droits fondamentaux du peuple palestinien, y compris la fin de l'occupation, la fin de l'Apartheid, la fin de la colonisation et la garantie au droit de retour des réfugié·e·s palestiniens.

Vive les peuples en lutte pour leur libération et leur émancipation ! Vive la lutte du peuple palestinien !

Joseph Daher



L'autocrate Aliev accueille le président turc Erdogan dans l'enclave azerbaïdjanaise de Nakhitchevan (située entre la Turquie et l'Arménie), 24 septembre 2023

International Azerbaïdjan

FIN DU HAUT-KARABAKH. ET APRÈS ?

Comme résultat de l'opération militaire menée par Bakou, à partir de janvier 2024, le Haut-Karabakh se dissoudra. L'appartenance de cette région à l'Azerbaïdjan entre en contradiction avec le principe de l'autodétermination.

L'Azerbaïdjan est une république avec un régime autoritaire répressif dans laquelle, après l'effondrement de l'URSS, la nomenklatura, l'élite du parti communiste, sous la forme de la dynastie Aliev est revenue presque immédiatement au pouvoir.

L'Arménie, qui contrôlait jusqu'à récemment le Haut-Karabakh, est un régime doté d'une démocratie représentative libérale et d'un historique de mobilisation populaire, où, après 1991, une intelligentsia nationaliste anticommuniste démocratique est arrivée au pouvoir. En 2018, à la suite du soulèvement qui a renversé les élites corrompues, le journaliste Nikol Pachinian est devenu premier ministre.

L'Azerbaïdjan compte plus de trois fois la population de l'Arménie (10 millions contre 2,8). Sur le plan économique, Bakou était déjà un centre mondial de l'industrie pétrolière à la fin du 19^e siècle. Aujourd'hui, son PIB s'élève à 70

milliards de dollars. Les revenus provenant de l'exportation de pétrole et de gaz naturel fournissent plus de 90 % des recettes budgétaires, et Bakou assure 40 % des réserves pétrolières d'Israël.

L'industrie pétrolière, à travers la compagnie SOCAR, finance personnellement le clan des Aliev-Pashayev. En Suisse, sa filiale SOCAR Energy Switzerland exploite 170 stations-service. Le budget militaire de Bakou est en croissance et s'élève à 3 milliards de dollars, soit 5 % du PIB. Bakou possède des drones turcs Bayraktar et des armes israéliennes modernes.

L'économie arménienne est beaucoup plus faible et dépendante de l'aide étrangère et de la diaspora, avec un PIB de seulement 20 milliards de dollars. 35 % de ses exportations concernent le minerai de cuivre. Le budget militaire d'Erevan s'est élevé à 800 millions de dollars et représente également 5 % du PIB.

Pourquoi personne ne s'oppose ?

En juillet 2022, Bakou a conclu un accord avec l'UE ce qui a augmenté ses livraisons de gaz à l'UE de 39 %.

En voyant ses alliés – Turquie, Israël, Russie – bombarder en toute impunité des civils dans des territoires voisins, Bakou a décidé de reprendre par la force ce qui lui est dû en vertu du droit international, sachant qu'il n'y aurait aucune réaction internationale.

L'Azerbaïdjan a l'un des régimes les plus autoritaires de la région, et se classe parmi les plus bas au monde en termes de liberté de la presse; manifester serait donc un suicide. Ainsi, l'historien Arif Yunus, opposé à la propagande anti-arménienne dans le système éducatif, a été accusé d'espionnage au profit de l'Arménie et emprisonné.

Après des décennies de propagande raciste et revancharde, la population soutient la rhétorique hypermilitariste. Pendant la guerre

de 2020, plusieurs militant·e·s antirégime ont été emprisonné·e·s, comme l'anarchiste Ghiyas Ibrahimov. Il n'existe pas d'opposition de gauche organisée à part de petits groupes comme Feminist Peace Collective.

« Une nation, deux États »

Cinq jours après l'opération militaire du 19 septembre, Erdogan est venu rendre visite à Aliev au Nakhitchevan, une enclave azerbaïdjanaise en Arménie à la frontière avec la Turquie. Erdogan a félicité son homologue pour la victoire et a évoqué un potentiel couloir traversant l'Arménie qui relierait leurs deux pays, l'un des objectifs d'Aliev. L'ouverture de ce couloir est également soutenue par Israël, car elle lui permettrait de surveiller les positions iraniennes à seulement 7 km de la frontière. Il serait trop optimiste de penser que la paix viendra dans la région, du moins tant que les ultranationalistes seront au pouvoir à Bakou.

Que faire ?

L'arrivée de 120 000 réfugié·e·s en Arménie va accroître les tensions dans un pays confronté à une crise du logement. Pour les socialistes, s'opposer à l'impérialisme signifie se tenir aux côtés des opprimé·e·s et des réfugié·e·s, mais aussi soutenir le droit à l'autodétermination et lutter contre la xénophobie.

Puisque les Arménien·nes et les Azerbaïdjanais·es ordinaires n'ont pas eu de contact les un·e·s avec les autres au cours des trente dernières années, il est nécessaire d'établir un dialogue au niveau des sociétés et des communautés, et non au niveau des autorités.

Laissons la parole à la jeunesse azerbaïdjanaise antiguerre qui disait déjà en 2020 : « *Nous devons nous débarrasser de ce vilain manteau d'État-nation, qui appartient aux poubelles de l'histoire, et imaginer et créer de nouvelles façons de coexistence commune et pacifique. Il est très important de relancer les initiatives politiques de base, composées de citoyen·nes locaux·ales ordinaires, qui rétabliront les pourparlers de paix et la coopération.* »

Dans les pays importateurs des hydrocarbures azerbaïdjanais, il est nécessaire de promouvoir la sortie complète du pétrole, ce qui réduira les revenus d'Aliev et affaiblira son régime dictatorial. Et les nombreux autres qui tirent leur pouvoir de cette ressource.

Nadia Badaoui



Joe Biden salue le dirigeant du syndicat UAW lors de son arrivée dans le Michigan

Monde du travail International États-Unis

NI TRUMP NI BIDEN NE REPRÉSENTENT LES INTÉRÊTS DES GRÉVISTES

Le 26 septembre, Joe Biden s'est rendu au Michigan pour soutenir les grévistes de l'UAW (United Auto Workers). Un jour plus tard, Donald Trump s'est également rendu sur place. L'enjeu est de gagner de l'influence au sein de la classe ouvrière avant les élections de 2024.

Le fait que le Parti démocrate ait perdu un soutien important au sein de la classe ouvrière a permis à Trump de gagner la présidentielle en 2016. Le soutien de centaines de milliers de travailleurs·euses, qui ont vu leurs conditions de vie s'effondrer et qui sont tombé·es dans la pauvreté des causes de la désindustrialisation, a fait basculer l'élection. Ce soutien s'est particulièrement manifesté dans le Midwest, qui est l'un des cœurs de la classe ouvrière industrielle et un soutien historique du Parti démocrate, créant ainsi ce qu'on appelle le « Mur bleu » des

États démocrates. Ces secteurs, point pivot des élections, sont désormais de nouveau « à gagner ».

Gagner le Midwest à tout prix

La lutte de l'UAW est donc une bataille existentielle pour Trump et Biden, car celui qui sera capable de sortir le plus fort, ragaillardi du soutien des grévistes, sera dans une bien meilleure position pour remporter le Michigan, un État incontournable pour les deux candidats. Bien qu'il ait déjà critiqué les dirigeant·es syndicaux·les, Trump a insisté sur le fait que « vos diri-

geant·es devraient me soutenir et je ne dirai plus rien de mal à leur sujet ». Cette approbation semble peu probable étant donné que le président du syndicat, Shawn Fain, a qualifié ce discours prononcé dans une usine non syndiquée d'« ironie pathétique ». Il a également traité Trump de serviteur de la « classe milliardaire » et a refusé de le rencontrer.

Cependant, les sondages à la sortie des urnes de 2020 ont montré que 40 % des membres du syndicat ont voté pour Trump. Il espère ainsi conserver cette base au sein de sa coalition alors qu'il se prépare à affronter Biden pour la deuxième fois en novembre 2024.

Biden, Musk et « l'approche verte »

Pour Biden, l'accent mis par son gouvernement sur les véhicules électriques fait partie de son objectif de renforcer les États-Unis dans un contexte de concurrence avec la Chine. Le président actuel tente de ramener l'industrie manufacturière aux États-Unis et fait don d'énormes cadeaux aux constructeurs automobiles électriques comme Tesla, qui utiliseront probablement cet argent pour établir des usines débarrassées des syndicats. En effet, l'aide massive de Biden à l'industrie ne garantit en rien que les nouvelles usines seront syndiquées.

Trump comme éco-activiste

Ironiquement, Trump, bien que négationniste du changement climatique, a tenté de présenter des arguments écologistes contre l'idée de Biden de promotion des véhicules électriques, notamment

en soulignant les dommages environnementaux causés par l'extraction du lithium.

Le fait que l'ancien président n'a rien à offrir à la classe ouvrière devrait être évident non seulement par son bilan en tant que président (et en tant que magnat des affaires), mais aussi par le simple fait qu'il a lancé son appel à la classe ouvrière dans une usine non syndiquée et à l'invitation d'un patron antisyndical.

L'UAW est un acteur central

Utiliser la classe ouvrière de cette manière, comme le font Biden et Trump, ne fait que souligner que ni les républicains ni les démocrates n'ont de véritables réponses aux aspirations des travailleurs·euses. Nous devons suivre l'exemple des ouvriers·ères de l'UAW et exiger plus : plus que ce que l'un ou l'autre parti ne pourra jamais nous donner, plus que ce que le capitalisme ne pourra jamais nous donner.

La grève de l'UAW a déjà radicalement modifié la course électorale et placé la classe ouvrière au centre de la scène politique. Le défi n'est pas seulement d'assurer le triomphe de la grève, mais aussi qu'elle reste indépendante des deux principaux partis du capital. Il s'agit notamment d'étendre et d'approfondir l'intervention active de la base tant dans les prises de décision que dans les actions sur le terrain.

Conserver l'indépendance

Ce qui est en jeu, c'est l'indépendance politique et organisationnelle des travailleurs·euses de l'automobile et de la classe ouvrière dans son ensemble, qui ne peut faire confiance ni à Biden ni à Trump. Les partis démocrate et républicain ne nous représentent pas et, comme Fain lui-même l'a dit, les travailleurs·euses ne devraient pas voter pour des millionnaires.

Une partie de notre tâche consiste donc à créer un parti ouvrier indépendant qui doit adopter une perspective socialiste et lutter constamment contre le régime du bipartisme et ses institutions anti-ouvrières.

Enid Brain activiste trans et travailleuse du secteur des services à New York
Initialement publié sur leftvoice.org, traduit et adapté par Nadia Badaoui

Le 6 octobre, UAW a mis fin à l'extension de sa grève après avoir remporté une avancée majeure en intégrant les usines de batteries de véhicules électriques au contrat national syndical (ndlr).



Agnieszka Holland

Le film *Green Border* a reçu le Prix spécial du jury de la Mostra de Venise en 2023

Immigration International Pologne

VOYAGE AUX FRONTIÈRES DE L'EUROPE FORTERESSE

À l'extrême est de la Pologne, le mur-frontière polonais découpe en deux la forêt primaire de Białowieża. Il est la fierté du gouvernement de droite réactionnaire nationaliste qui, pressé par les élections législatives, attise la haine pour se maintenir au pouvoir.

À quelques heures de Varsovie, Hajnówka est, depuis la guerre en Ukraine, un centre névralgique des opérations sécuritaires dans la région. La forêt primaire de Białowieża accolée à la ville est un lieu de passage obligatoire pour les personnes souhaitant rejoindre l'Europe depuis la Biélorussie. À travers la forêt trône, au milieu d'une coupe rase, le mur-frontière. Long de 187 km, mesurant 5,5 mètres de haut et couvert de barbelés à lame de

rasoir, il se dresse là, face aux personnes fuyant la guerre et la misère en quête d'une terre d'asile.

Traverser la forêt

Depuis deux ans, en réaction aux sanctions de l'Union européenne, la Biélorussie organise la traite de réfugié·e·x·s vers la frontière polonaise. Les leurrant en leur proposant un accès simple à l'Europe, elle masse ainsi des jeunes et des familles le long du mur, avant de les forcer à traverser.

Si les exilé·e·x·s franchissent la frontière, c'est ensuite dans le plus grand silence, souvent de nuit, qu'il leur faut marcher, traverser dans la forêt des kilomètres de marécages potentiellement fatals. Ici, la nuit, les températures et le courant des rivières sont mortels. Depuis 2021, 28 personnes y sont mortes et 200 y sont portées disparues. Aussi, dans la forêt, impossible de déposer une demande d'asile, la Pologne y pratique des *push-backs* illégaux. Les gardes-frontières polonais battent à nu les personnes migrantes, les dépouillent et les jettent démunies de l'autre côté du mur-frontière.

L'escalade rhétorique n'est pas près de s'arrêter

Obnubilé par les échéances législatives d'octobre, le premier ministre Mateusz Morawiecki et son parti d'extrême droite Droit et Justice déploient la plus grande énergie afin de faire de la « crise migratoire » à la frontière biélorusse une question majeure. Et pour cela, les boucs émissaires sont tout trouvés : les personnes migrantes qui tentent de traverser la frontière. Développant une violente rhétorique du « eux contre nous », l'Exécutif s'attaque aux réfugié·e·x·s, mais aussi à touxtes ceux qui luttent pour leur offrir un minimum de soin humanitaire, pour les accompagner dans leur démarche d'asile ou pour raconter leur histoire.

Afin de mobiliser au maximum son électorat, le gouvernement a organisé un référendum le 15 octobre, à la même date que le scrutin législatif. Il y pose au corps électoral quatre questions volontairement

rendues simplistes afin d'en orienter le vote. Une des deux questions posées concernant la migration est la suivante : « *Soutenez-vous l'admission de milliers d'immigrants illégaux du Moyen-Orient et d'Afrique dans le cadre du mécanisme de relocalisation forcée imposé par la bureaucratie européenne ?* »

Si la violence de la question posée peut déjà choquer, la violence de la communication du premier ministre dépasse l'entendement. Sur les réseaux sociaux, il est allé jusqu'à insérer dans ses vidéos sur le référendum des séquences de voitures en feu, de révoltes urbaines ou d'un homme noir léchant un couteau en regardant la caméra.

Les voix dissonantes évoquant la réalité de la situation à la frontière sont traitées comme des traîtres à la patrie. Leur dernière cible : le film *Green Border* de la réalisatrice polonaise Agnieszka Holland. Racontant le calvaire d'une famille traversant la frontière entre la Biélorussie et la Pologne, le film a été pris pour cible par le gouvernement et différents groupes d'extrême droite avant même sa sortie en salles. Le ministre de la Justice est même allé jusqu'à le comparer à de la propagande nazie.

Droite réactionnaire ou néolibérale

Dans cet environnement nauséabond, l'opposition est portée par Donald Tusk, ex-premier ministre polonais et ancien président du Conseil européen. Tenant d'une ligne libérale décomplexée, europhile convaincu, il a réussi à agréger autour de lui les oppositions aux politiques ultraconservatrices du gouvernement, notamment en opérant un revirement en faveur de l'accès à l'IVG, quasi impossible en Pologne depuis 2020.

Malgré une mobilisation de plus d'un million de personnes organisée le 1^{er} octobre dernier par Tusk, le parti au pouvoir Droit et Justice reste largement en tête dans les sondages. Dans cet environnement bipolarisé, les idées de la coalition La Gauche majoritairement sociale-démocrate, mais à laquelle sont associés quelques partis tenant du socialisme démocratique, ne sont que peu visibles...

Le changement ne semble pas encore pointer au bout du tunnel en Pologne. Dès lors, afin de faire face aux politiques criminelles dans la Manche, la mer Méditerranée ou la forêt de Białowieża, battons-nous et continuons de crier haut et fort : « *De l'air, de l'air, ouvrez les frontières !* »

Paul Castelain

UNE LUTTE POUR LA TERRE ET LA LIBERTÉ

Entretien avec des membres du Comité de lutte de Megali Panagia, qui lutte contre l'extractivisme au nord de la Grèce. Cet échange a eu lieu dans l'Espace Autogéré de Lausanne sur fond de musique populaire grecque (Rebetiko). La discussion était riche en proverbes, comme le veut la coutume en Grèce.

Quand et comment a commencé la lutte du Comité de lutte de Megali Panagia ? L'histoire des extractions dans la région de Chalcidique est de longue date. Dans les années 1980 et 1990, un projet d'extraction d'or a commencé dans la région d'Olympiada. Quand le projet a débuté, la population locale a réagi collectivement en bloquant les sites d'extraction. Leurs efforts ont porté leurs fruits : sur la base du caractère polluant de l'extraction d'or, le projet a été annulé par un tribunal local. En réaction au succès de cette lutte, en 2004, un ministre a autorisé l'achat par Hellas Gold SA d'un territoire de 31 700 hectares dans la région de Skouries, afin de mener un nouveau projet d'extraction.

La région regroupe de nombreux villages, l'une des plus grandes forêts du pays et de nombreuses sources d'eau douce. En 2006, un projet d'extraction est déposé. La population n'a pas tardé à réagir et l'année suivante plusieurs comités de luttes se sont créés dans les villages limitrophes, dont celui de Megali Panagia.

À partir de ce moment, un mouvement national en opposition à l'extractivisme est fondé et a fait écho dans toute la Grèce. En 2009, une Zone à défendre est mise en place avec succès dans la forêt de Skouries afin de bloquer l'étude géologique de la région.

Trois ans plus tard, l'entreprise est rachetée par Eldorado Gold, une multinationale canadienne. La nouvelle entreprise, plus déter-

minée que son homologue grecque, décide par un coup de force d'envoyer 300 travailleurs dans le site d'extraction de Skouries pour entamer le projet minier. Cet événement provoque de grandes manifestations contestataires appuyées par la communauté locale et par des milieux antiautoritaires et anarchistes de Thessalonique.

La réponse du gouvernement est brutale. La police réprime violemment le mouvement et active son dispositif antiterroriste menant à des surveillances de masse et des dizaines de poursuites pénales arbitraires.

Quels sont les impacts des extractions sur l'environnement et la population locale ? Durant cette période, la multinationale cana-

dienne a profité de la crise économique et sociale dévastatrice en Grèce pour mener une politique de division et de démantèlement du tissu social local. Jusqu'à ce jour, la population est divisée entre opposant·e·s fervent·e·s aux extractions et personnes économiquement dépendantes des mines.

Les impacts environnementaux sont également catastrophiques. L'entreprise assèche activement les sources d'eau douce, ôtant le droit à l'eau pour la population et la faune locales, des grandes parties de la forêt de Skouries sont rasées et les courants d'eau, ainsi que les terres, sont contaminés par les résidus des processus miniers. Les impacts sociaux et environnementaux des activités d'Eldorado Gold sont typiques d'une multinationale qui détruit sans scrupules des communautés et des terres lointaines.

Quelles ont été les réactions internationales ? Selon un proverbe turc, « ne te tais pas, car si tu te tais, ton tour viendra ». La solidarité internationale est très importante depuis le début du projet minier. Nous avons tissé des liens avec de nombreuses communautés autochtones sud-américaines, car nous considérons que notre combat pour la terre et la liberté est également le leur. Nous avons également des contacts avec des mouvements similaires en Italie, en Espagne et en Allemagne et nous avons fait le tour de l'Europe pour parler de notre situation.

La question des minéraux et de l'extractivisme est après tout un sujet international et nous concerne tous·tes : il faut réduire ce que nous consommons, ce que nous achetons ! Nous pensons qu'il faut ouvrir une discussion collective sur les besoins de notre société.

Quelle est la situation actuelle de la lutte ? Grâce aux actions du comité de lutte, les activités minières de Skouries ont été retardées. Aujourd'hui, l'entreprise ne va pas bien, elle est en train de licencier ses travailleur·euse·s, mais la lutte n'est pas terminée et devra être portée par les générations suivantes. Une lutte qui ne nous appartient pas individuellement, elle appartient à la collectivité. Nous avons deux revendications principales : la fin des extractions dans la région et la compensation par le gouvernement grec pour les dommages environnementaux et économiques.

Un dernier mot ? Même si on ne gagne jamais, on luttera toujours – Vasilis Maggos.

Propos recueillis par Ph. K.

De nombreuses manifestations ont eu lieu aux alentours du site contre l'exploitation minière. Forêt de Skouries, octobre 2016.



POUR UN FOOTBALL SYNDICALISTE ET POPULAIRE

Baisers forcés, licenciements, grèves et dénonciations. La scène du football féminin espagnol est témoin d'une vague de contestations et de dénonciations au sujet du caractère structurel de ses violences et discriminations. Entretien avec Julia Cámara, militante de Anticapitalistas.

Quatre mois après la finale de la Coupe du monde de football féminin et un mois après le départ de Luis Rubiales, l'ancien président de la fédération espagnole de football, quel est le panorama ? À vrai dire je ne suis pas vraiment le football, mais ce qui est intéressant dans cette situation, ce n'est pas le football.

Il est évident qu'il y a un contexte d'inégalités structurelles dans le sport qui est particulièrement fort dans le football, parce que c'est un espace ultramasculinisé, avec des dirigeants et des hiérarchies très agressives et violentes. Les joueuses de l'équipe nationale sont en train de donner une leçon très puissante de syndicalisme, en dénonçant publiquement ce qui se passe sur leur lieu de travail. La question aujourd'hui est de s'attaquer aux problèmes de fond soulignés par les joueuses.

La question va au-delà du machisme ; Rubiales ce n'est qu'un symptôme superficiel et son départ ne résout pas le problème structurel. Il s'agirait bien davantage de remettre en question les racines d'un système sur lequel la société dans son ensemble est basée.

Dans ce contexte de dénonciations et protestations, quelle est la force de la grève des joueuses ? La question de la grève est cruciale et pour moi la plus importante. Tout d'abord, parce qu'elle met en lumière le fait que les sportifs-ives de haut niveau sont des travailleurs-euses. Et c'est quelque chose qui, dans le football masculin comme dans d'autres sports (tels que le basketball aux États-Unis), est rendu invisible parce que les joueurs-euses sont payé-e-s des millions et sont parmi les personnes les plus riches du monde.

Le fait qu'ils-elles soient des employé-e-s, des salarié-e-s et des travailleurs-euses est déformé. Dans le football féminin dans l'État espagnol, ces dernières années, les femmes ne gagnaient pas un salaire qui leur permettait de vivre. La plupart d'entre elles devaient avoir un autre emploi en parallèle. Dans le sport féminin, la professionnalisation est récente.

La grève des joueuses dans un domaine aussi médiatisé que le football permet de mettre en lumière leur réalité professionnelle. Et je pense qu'elle permet de remettre un peu en question l'industrie moderne du sport d'élite. Par ailleurs, il faut souligner l'exercice absolument admirable et impressionnant de solidarité collective de ces femmes. Nous, c'est-à-dire toutes les personnes qui avons déjà dénoncé des problèmes concernant nos droits au travail, savons la vio-

lence subie lorsque nous essayons de réagir, mais le fait qu'elles persistent est impressionnant.

Dans un entretien, Alexia Puteallas explique qu'elles vont de l'avant parce qu'elles comprennent qu'elles ont la responsabilité de le faire et parce qu'elles ont la possibilité de forcer là où d'autres femmes n'en ont pas la possibilité. Il me semble qu'elles donnent une leçon de syndicalisme vraiment admirable, surtout les joueuses du club de football de Barcelone.

Comment promouvoir et défendre un football féministe aujourd'hui, au vu des limites qui existent au sein du football « féminin » ? La clé se trouve dans le sport et dans ses bases. Le sport lui-même a des valeurs très positives, le travail d'équipe, l'amitié, la camaraderie, etc. Le travail politique de promouvoir le sport, les équipes d'enfants et le football non compétitif est fondamental. Il faut aussi travailler sur la diversification du sport car aujourd'hui il y a une centralisation symbolique et économique dans le football. En réalité, il y a une large panoplie très diverse de sports, chacun trouve celui qui lui convient le mieux et qui le motive le plus. Et cette diversification est très importante pour intégrer de nombreuses personnes dans la pratique du sport.

En tant qu'activistes féministes et anticapitalistes, comment pouvons-nous militer dans ces espaces ? Il s'agit d'un débat important. Aujourd'hui dans le football c'est une réalité : les équipes de football réunissent beaucoup de gens, ce sont des vecteurs d'identité et des groupements importants. Plusieurs de nos camarades jouent dans des équipes de football populaires. Il existe toute une série de ligues et d'équipes qui échappent aux logiques de marché et qui incarnent la sortie du football-business.

Je pense que ce que nous devons faire, c'est promouvoir ces modèles alternatifs d'organisation des équipes, de la masse salariale, du personnel, etc. En tant que militantes féministes anticapitalistes, nous devons travailler avec la réalité, ce qui existe. Je pense donc que ce n'est pas tant un travail au cœur du monstre qu'il faut faire, mais plutôt une promotion d'espaces diversifiés dans ces types de sphères sociales. Créons des clubs, des espaces populaires et culturels où il y a de l'intérêt sportif et de la diversité.

Propos recueillis par CAL

Rassemblement contre les violences machistes, Madrid, 28 août 2023





L'une des illustrations du livre

Queer À lire

LES PÉDALES ET LEURS AMI·ES ENTRE LES RÉVOLUTIONS

Quand les droits des personnes LGBTIQ+ sont en danger, il est important de se rappeler que nous avons déjà été illégales. Dans son roman mythique, réédité à l'occasion du 50^e anniversaire des émeutes de Stonewall, Larry Mitchell nous invite à réinvestir la force révolutionnaire de nos existences.

« Buons en l'honneur des vieilles pédalles qui étaient là et dont la simple présence a tout rendu possible »

Ces dernières années, le camp réactionnaire réaffirme sa haine contre les personnes queer et les libertés que nos combats revendiquent. Les prochaines années seront dures pour les plus marginalisés d'entre nous. Pour survivre à la remise en question de nos droits et de nos existences, il sera nécessaire de réfléchir à la manière dont nous voulons faire communauté, et de prendre conscience que les démocraties bourgeoises et patriarcales, et les fascismes qu'elles engendrent, ne laisseront pas d'espace pour nos fiertés et nos besoins de justice et d'égalité. Nous aurons aussi besoin de rêver.

C'est ces trois questions qu'explore déjà Larry Mitchell en 1977, lorsqu'il publie *Les pédalles et leurs ami·es entre les révolutions*. Le récit est tiré de son expérience queer des années 1970. Pendant des décennies, il s'est transmis de main en main et a alimenté nos imagi-

naires collectifs, avant d'être traduit en 2019. Loin d'être seulement un ouvrage historique, son contenu est toujours d'actualité et a beaucoup à nous apprendre.

Tout commence dans la cité de Ferule, où le déclin de l'empire capitaliste de Ramrod est particulièrement visible...

« La nuit lorsqu'elles sont invisibles, les pédalles se souviennent de la liberté. »

À Ramrod, comme dans toute société patriarcale, les pédalles (expression péjorative désignant les hommes homosexuels, réappropriée par ceux-ci. Les pédalles sont genrées au féminin dans le récit, un choix de traduction lié au fait que les hommes gays y sont décrits comme exclus de la catégorie des hommes) et leurs ami·es sont interdites et tout est organisé par et pour les hommes, qui gouvernent et exploitent pour accumuler de l'argent. Au sein de cette société absurde et répressive, certains tentent de survivre, de s'aimer et d'imaginer la révolution.

Les pédalles sont précaires et illégales. Elles vivent en communautés, font de l'art, ont des relations sexuelles et attendent sans trop y croire la prochaine révolution.

Les femmes fortes sont les amies des pédalles. Féministes, elles portent l'espoir et la sagesse révolutionnaire auprès de celles-ci. Les reines (*queens*) refusent de se cacher et vivent donc la violence des hommes de plein fouet. Elles vivent parmi les décombres de la cité à moitié détruite et se moquent des déguisements portés par les pédalles pour se fondre parmi les hommes.

Les femmes qui aiment les femmes encouragent les pédalles dans leurs actions dissidentes et ressemblent parfois aux femmes fortes ou aux pédalles. Elles sont donc interdites pour faciliter la répression. Les fées vivent en dehors du monde des hommes, dans des sanctuaires. Elles explorent une spiritualité païenne, et construisent une autre réalité, car elles savent que la Terre ne tolérera plus les hommes longtemps. Les hommes tordus, eux, se cachent parmi les

hommes et ne soutiennent pas activement les pédalles et leurs ami·es, mais rêvent en secret que les hommes cessent de contrôler la sexualité de chacun·es, pour être libres à leur tour.

Entre son hommage aux communautés queer, ses allégories grinçantes de nos sociétés et de leurs origines fascistes, et sous son allure de conte de fée, le récit raconte comment, au fil des rencontres et des expériences, les pédalles réalisent que leurs existences sont par essence antifascistes, anticapitalistes et antipatriarcales. Ainsi, par-dessus tout, ce récit est un manifeste révolutionnaire.

« Les femmes fortes ont dit aux pédalles qu'il y avait deux choses importantes à retenir au sujet des révolutions à venir. La première est que nous allons nous faire botter le cul. La seconde est que nous gagnerons »

Larry Mitchell nous transmet des questionnements ayant ébranlé les communautés marginalisées, et nous rappelle l'importance de l'anti-assimilationnisme dans notre Histoire collective. Ce mouvement revendique la nature révolutionnaire de nos existences, qui ont de tout temps effrayé les sociétés répressives. Il valorise les cultures créées dans les marges où sont reléguées les queer, les femmes, les racisés, les handicapés, les enfants, et beaucoup d'autres.

Ce récit nous rappelle que nos luttes queer intersectionnelles ne peuvent pas se limiter à une série de droits à gagner pour que nos identités soient ignorées et accéder dès lors à une vie hétéronormative. Qu'au contraire, nos revendications queer sont des projets intrinsèquement déviants (traduction littérale de *queer*) et révolutionnaires.

Dans la situation actuelle, les manifestes et rêveries de nos aînées queer nous invitent donc à réinvestir nos déviations, nos contre-cultures, nos imaginaires et nos alternatives politiques, à chérir nos rituels, à prendre soin des plus marginalisés d'entre nous, et à regarder un avenir où nous gagnons enfin.

SVR



Larry Mitchell (texte) & Ned Asta (illustrations), *Les pédalles et leurs ami·es entre les révolutions*, Rennes, éd. du Commun, 2023

solidarités

C'est quoi
ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidarités, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir !

Abonnez-vous !

426

13 10
2023

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- ☐ Annuel
- fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses
- 40
- ☐ Soutien
- 150
- ☐ 3 mois à l'essai
- gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- solidarités
- Case Postale 2089
- 1211 Genève 2
- ou abos@solidarites.ch
- ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3 – 4 **National**
Quand le service civil... renforce l'armée

5 **Vaud**
La Valencienne autogérée!

6 **Genève**
(Re)Découvrez nos candidat-e-s aux élections fédérales

7 **Santé**
De la Mad Pride à l'émancipation pour notre psyché

8 **International**
Palestine : premières réflexions sur la contre-offensive du Hamas

9 **International**
Malgré tout, affirmons notre solidarité avec les Palestinien-ne-s

10 **International**
Azerbaïdjan : Fin du Haut-Karabakh. Et après ?

11 **International**
NI Trump ni Biden ne représentent les intérêts des grévistes

12 **Immigration**
Pologne : voyage aux frontières de l'Europe fortresse

13 **Écologie**
Grèce : Skouries, une lutte pour la terre et la liberté

14 **Féminisme**
Pour un football syndicaliste et populaire

15 **Queer**
Les pédales et leurs amies entre les révolutions



Le tronçon de solidarités – Ensemble à Gauche à la manifestation pour le climat, Berne, 30 septembre 2023